Poitou-Charentes : une région attractive, mais un territoire dont la productivité est à développer

lundi 14 janvier 2008, par lpe

L'économiste Laurent Davezies, également professeur à l'Université de Paris XII, et spécialiste des politiques urbaines, dans un livre original, intitulé "**La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses**" juge que **l'idée très répandue que Paris asphyxie la Province est fausse. Un discours qui donne à Poitou-Charentes notamment une bonne place dans le palmarès des territoires dans lesquels les richesses se dépensent.**

Ci-après les explications de cette affirmation tirée du **site du Magazine l'Express :**

"Depuis quinze ans, les hommes quittent les territoires les plus compétitifs - l'Ile-de-France, en premier lieu - au profit de ceux qui le sont moins, comme le Languedoc-Roussillon, **Poitou-Charentes** ou la Corse.

De plus, les retraités contribuent puissamment à ce mouvement. Ceux qui en ont les moyens s'installent à Menton, à Hyères ou à Bayonne. Les moins fortunés choisissent le Massif central ou la Manche. Mais rares sont ceux qui optent pour les zones industrielles et les quartiers de bureaux. Résultat : Paris subit un véritable exode des plus de 60 ans... et de l'argent qui va avec.

Plus surprenant : les actifs contribuent aussi au phénomène. Soit qu'ils privilégient la qualité de vie plus que l'argent, soit qu'ils cherchent à combiner les deux : **avec le même salaire, le pouvoir d'achat est supérieur loin des grandes métropoles,** compte tenu, notamment, des prix de l'immobilier. D'autant que les progrès de la mobilité permettent aux « rurbains » d'habiter de plus en plus loin de leur lieu de travail. A Beauvais (Oise), par exemple, de nombreux habitants sont employés en région parisienne. Les salaires sont bien versés en Ile-de-France, mais consommés en Picardie !

Nombre de Picto-Charentais sont dans ce cas et, grâce au TGV, notamment, font Poitiers-Paris par exemple chaque jour.

Les impôts et les dépenses publiques fonctionnent, eux aussi, comme une gigantesque lessiveuse : l'Etat prélève de l'argent où se crée la richesse - Paris, Grenoble, Strasbourg... - pour le redistribuer ailleurs. Avec des gagnants et des perdants : la contribution nette de l'Ile-de-France s'élève ainsi à 10% de son PIB, a calculé Davezies, tandis que le bénéfice net de Languedoc-Roussillon est du même ordre !

Le tourisme, enfin, joue un rôle majeur, puisque, là encore, l'argent gagné à Nantes ou à Toulouse est dépensé à La Baule ou dans le Lot. Même l'Ile-de-France, malgré le Louvre, malgré Versailles, malgré Disneyland Paris, est globalement perdante. Sur l'ensemble de l'année, on compte plus de Franciliens en visite à l'extérieur de leur région que de touristes dans la capitale et ses alentours.

Résultat : en pleine mondialisation, les Français dont les revenus augmentent le plus habitent dans les régions les... moins compétitives. La richesse a augmenté de plus de 50% en Lozère entre 1990 et 2004, mais seulement de 20% en Ile-de-France. C'est que, souligne l'économiste, les emplois dits compétitifs, c'est-à-dire privés et exposés à la concurrence internationale, ne sont pas si nombreux. Dans le Morbihan comme dans les Hautes-Alpes, les revenus qu'ils engendrent pèsent deux fois moins que les dépenses publiques et les prestations sociales...

Conclusion de Davezies : en France, une politique d'aménagement du territoire bien comprise doit consister à **aider les espaces productifs et d'abord la région parisienne. Car il n'existe pas de pays où les régions wagons - qui vivent des richesses créées ailleurs - avancent durablement plus vite que la région locomotive**..."

Livre "La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses". Auteur : Laurent Davezies. Editions SEUIL.